

print

Les crimes de la rébellion que les gouvernements, les médias et les ONG humanitaires ont ignorés

De [IIP JDH](#)

Global Research, septembre 18, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-crimes-de-la-rebellion-que-les-gouvernements-les-medias-et-les-ong-humanitaires-ont-ignores/5350294>

Depuis le début des troubles en Syrie, la plupart des grosses ONG - *Amnesty International, Human Right Watch, Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde* - sont rangées du côté de la rébellion, de la propagande hostile au gouvernement de Bachar Al-Assad, ne faisant que très peu de cas des atrocités que les véritables bourreaux commettaient sur une grande échelle. Notable exception, l'*Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme* (IIPJDH) – une petite ONG basée à Genève, aidée par quelques volontaires – a travaillé d'arrache pied, pour établir un premier rapport sur les crimes des "rebelles" en 2013, que nous diffusons ici avec notre vive reconnaissance. (Silvia Cattori)

Terrorisme en Syrie

Rapport 2013

Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (IIPJDH)

La guerre de Syrie est sans nul doute « *la grande tragédie de ce siècle* » comme la nomme le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Antonio Guterres.

Et cette tragédie n'est pas prête de finir. Après trente mois de guerre, de sauvageries et de destructions, la perspective d'une solution politique semble de plus en plus illusoire.

L'attaque chimique survenue le 21 août dernier dans la Ghouta marque un tournant dans le processus de résolution du conflit déjà mis à mal par les attermolements de l'axe Paris-Washington et l'intransigeance des belligérants, en particulier des rebelles qui posent des conditions radicales et intenable avant l'entame d'éventuels pourparlers.

Selon le bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) paru le 1er septembre 2013, au moins 110.371 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début du soulèvement contre le régime du président Bachar al-Assad.

Ce rapport indique qu'avec les 45.671 tués dans leurs rangs, les forces loyalistes sont les premières victimes de la guerre en terme de nombre. Pour donner une idée de l'ampleur de l'hécatombe parmi les forces loyalistes, on peut comparer le nombre de soldats gouvernementaux tués en Syrie au nombre d'habitants de la ville de Lugano.

Toujours selon l'ONG britannique, 40.146 civils auraient été tués. Il s'agit essentiellement de civils coincés entre deux feux ou délibérément pris pour cible. Ce chiffre ne distingue pas les Syriens que l'on pourrait globalement qualifier de « *pro-gouvernementaux* » ou de « *pro-rébellion* ». Le nombre de civils, femmes

et enfants inclus, que l'on peut situer dans le camp des pro-Assad, des anti-rebelles ou des neutres est sans doute extrêmement élevé surtout si l'on tient compte des tueries de masse commises ces dernières semaines par les groupes terroristes dans les zones kurdes du Nord du pays (Tell Aran, Tell Hassel, Tel Abyad, Sereqaniye), dans les quartiers et les villages chiites (Nubbol-Zahra, Hatlah), alaouites (Lattaquieh et Homs) et chrétiens (Marmarita, al Duvair, Jaramana, Maaloula) et parmi les sunnites patriotes un peu partout dans le pays notamment à Khan Al Assal.

Origine de la violence en Syrie

Comme toutes les nations, l'histoire de la Syrie se bâtit sur la violence. Occupée par l'Empire ottoman puis par la France, la Syrie est née d'une guerre de libération.

L'armée a donc joué un rôle central lors de la naissance de la Syrie moderne. Elle est même demeurée un acteur politique à part entière dans cette zone de turbulences convoitée par toutes les puissances mondiales que l'on appelle Proche-Orient.

Les accords de Sykes-Picot, le découpage de la Syrie par la France coloniale sur base ethnique et confessionnelle, la création d'Israël, l'expédition du canal de Suez en 1956, les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, les guerres du Liban, de l'Irak, les opérations de Tsahal à Gaza ont radicalisé le régime de Damas et accentué le sentiment d'encerclement parmi ses élites politico-militaires.

Ce sentiment d'encerclement a conduit le régime à renforcer sa répression domestique et à pratiquer le terrorisme d'Etat envers les nombreux dissidents.

A l'aube du printemps 2011, un mouvement syrien citoyen a vu le jour, fruit d'une longue lutte souterraine dans un contexte d'étranglement de la contestation. Les manifestants ont légitimement défendu des revendications de liberté et de démocratie.

Alors que le président syrien s'apprêtait à concéder quelques droits aux manifestants révoltés, une aubaine pour lui qui a souvent été freiné par les caciques du régime peu ouverts aux réformes, des groupes radicaux sont apparus, récupérant le mouvement citoyen syrien.

Le discours confessionnaliste de ces intrus ressemblait étrangement à celui que certains prédicateurs répandaient depuis quelques années déjà à l'attention du monde sunnite à partir de chaînes satellitaires émettant depuis les Etats du Golfe.

Ce discours haineux atteint son paroxysme lorsque alliance stratégique anti-israélienne fut scellée en février 2010 entre Damas, Téhéran et le mouvement de résistance libanais Hezbollah.

Bien qu'étranger aux revendications populaires de démocratie, ce discours a très vite commencé à polluer le mouvement démocratique syrien.

A l'aube de la révolte syrienne, alors que le dialogue entre le pouvoir et la population révoltée semblait possible, des attentats ont visé les forces de sécurité, provoquant une réaction en chaîne de violence et de contre-violence.

Il convient de souligner que la résistance à l'oppression est un droit reconnu internationalement. La Déclaration universelle des droits de l'homme évoque dans l'alinéa 3 du préambule l'hypothèse d'une « *révolte contre la tyrannie et l'oppression* » en tant que « *suprême recours* ».

Cependant, dans le cas syrien, la résistance à l'oppression a très vite pris un caractère barbare et aveugle. Elle est très vite devenue illégitime tant du point de

vue de ses méthodes que de son projet politique.

Les militants armés ont recouru à une rhétorique sectaire à leur fronde et recouru à une rhétorique guerrière. Leurs méthodes d'action ont été d'une brutalité inouïe. Le moindre désaccord avec leur discours était traité au fusil.

Lorsque leur projet politique s'est révélé au grand jour, de nombreux Syriens conclurent qu'il était proprement incompatible avec leur mode de vie et avec le tissu social, ethnique et culturel syrien. Nombreux opposants se sont détournés de la sédition et ont préféré appuyer le processus de réforme lancé par le président Bachar el Assad.

Tandis que l'escalade militaire se poursuivait, les médias et les pouvoirs occidentaux ont tout simplement ignoré, minimisé ou mis en doute les massacres commis par les groupes rebelles. Chaque jour pourtant, la rébellion, toutes tendances confondues, s'est livrée à des actes d'une sauvagerie inouïe et fièrement revendiqués :

- embuscades contre des civils
- attentats kamikazes dans des lieux publics
- tirs d'artillerie sur des zones peuplées
- assassinats ciblés
- pogroms, apartheid et nettoyage ethnique (fatwas antikurdes, pogroms antichrétiens, génocide anti-chiite et anti-alaouite)
- exécutions prononcées par des tribunaux de la charia
- tortures, mutilations, décapitations
- viols, humiliations et esclavage sexuel
- exécutions de masse
- enlèvement et séquestrations de civils
- Assassinats de journalistes
- Recrutement d'enfants soldats
- Destruction de lieux de culte
- Vols et pillages
- Discrimination religieuse et confessionnelle
- Violences entre factions rebelles

Nous en publions quelques exemples dans les lignes suivantes.

Attaques contre des civils

Damas

Le 22 janvier 2013, au moins 30 personnes ont été tuées dans un attentat-suicide dans une banlieue de la ville syrienne de Hama. Selon l'opposition syrienne, un kamikaze a fait sauter une voiture piégée devant un bâtiment des milices pro-régime. De nombreux civils font partie des victimes.

Un attentat-suicide à la bombe est survenu, jeudi 21 mars, dans une mosquée du nord de Damas, provoquant la mort de 43 personnes. Parmi les victimes, figure le cheikh Muhammad Saïd Ramadan al-Bouti, le célèbre savant sunnite, qui délivrait alors un cours de religion à des fidèles. Il était âgé de 84 ans.

Le 26 mars, plusieurs obus sont tombés dans le quartier de Baramké, dans le centre-ville de Damas, faisant 4 morts, dont une écolière, et cinq blessées.

Lundi 8 avril, un attentat-suicide à la voiture piégée a secoué le centre-ville de Damas, faisant 12 morts et 45 blessés selon une source médicale.

Le 15 mai 2013, le correspondant de la chaîne britannique Tim Marshall a été le témoin d'un crime commis contre des civils palestiniens chassés du quartier de

Yarmouk à Damas par des groupes armés :

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=pmCkojCUV4

L'équipe de Sky News a accompagné un millier de réfugiés cherchant à regagner leur foyer malgré les menaces de mort des rebelles qui occupent Yarmouk. A peine ont-ils franchi le no man's land entourant leur quartier que les manifestants palestiniens ont été la cible des balles de la rébellion.

L'officier qui avait insisté pour escorter les journalistes de Sky News a lui aussi été atteint par les tirs. L'armée a aussitôt répliqué pour protéger les civils. Interrogés par Sky News, les habitants de Yarmouk proclament sous une pluie de balles leur hostilité envers les groupes armés et supplient les journalistes de dire la vérité sur la guerre en Syrie ("Some screamed at us : Please tell the world the truth ! We don't want the fighters here, we want the army to kill them !" dans Tim Marshall, Civilians Come Under Fire From Rebels, Sky News, 15 mai 2013).

Au bout d'une heure d'affrontement, le journaliste Tim Marshall a comptabilisé au moins trois soldats et cinq civils blessés.

Le 11 juin, 14 personnes ont été tuées et 31 autres ont été blessées mardi dans un double attentat suicide sur la place Marjeh dans le centre de Damas.

Jeudi 27 juin, au moins quatre personnes ont été tuées dans un attentat suicide qui a frappé un quartier chrétien de la vieille ville de Damas. L'attentat s'est produit dans le quartier de Bab Touma, tandis que l'agence officielle Sana a indiqué qu'il a frappé le quartier contigu de Bab Charqi. L'attentat s'est produit près de l'église Mariamite et de l'association de charité Al-lhsane. "Il semblerait que ce soit l'association caritative chiite qui ait été visée", a expliqué Rami Abdel Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le 6 août, 18 personnes au moins ont été tuées dans l'explosion d'une voiture piégée à Jaramana, quartier chrétien et druze du Sud-est de la capitale. On dénombre également 56 blessés.

Le 11 août, trois civils sont morts suite à la chute d'obus de mortier sur le quartier de Dekhaniya à Damas. Trois obus de mortier tirés par des terroristes auraient chuté sur le quartier, tuant trois civils et en blessant trois autres.

Alep

Embuscades contre des civils humanitaires sur la route d'Alep

Le 23 juillet 2013, des rebelles du groupe Ahrar Al Cham ouvrent le feu sur un convoi humanitaire composé de 30 véhicules sur la route d'Alep. L'information est relayée par Stephen Kalin de l'agence Reuters. Une femme au moins décède durant l'attaque. On dénombre en outre 19 blessés. Les membres du convoi faisaient partie de la communauté arménienne de Syrie.

Attentat kamikaze dans une cafétéria

Le 22 août à Alep, un terroriste a actionné sa ceinture d'explosifs dans le restaurant de Capo Grillo dans la cité sportive d'al-Bassel dans le quartier de Mogambo à Alep, faisant huit morts et plus de 20 blessés. Un responsable sécuritaire a indiqué à la correspondante de Sana à Alep que le terroriste, né en 1995 à Jabal Bdour dans la banlieue d'Alep, est dénommé Khaled Ali al-Chebli. Il aurait actionné sa ceinture au moment où l'élève Maria Rabi' organisait une fête pour avoir réussi son baccalauréat. Maria, Hassan Mhanna, correspondant de la chaîne d'al-lkhbariya Assouria et six autres personnes sont décédées. Il y a un nombre indéterminé de citoyens blessés.

Hassaké

Attentat kamikaze à Al Shadada

Le 11 février 2013, deux kamikazes du Front Al Nosra déclenchent leur charge explosive dans la petite localité d'Al Shadada située dans le gouvernorat de Hassaké. Bilan : 14 civils tués.

Tirs sur des ambulances à Hassaké

Le 17 août 2013, deux ambulanciers sont assassinés à Ras al Ayn par le Front Al Nosra.

Homs

Le 1er août, le groupe Liwa Al Haq tire une salve de roquettes sur plusieurs quartiers résidentiels de Homs. Bilan : au moins 40 morts et 120 blessés. Le 19 août 2013, plusieurs roquettes ont été tirées par les groupes rebelles sur Oum Al Amd, un village pro-régime de la région de Homs. On dénombre sept morts dont deux femmes et plusieurs dizaines de blessés.

Cinq miliciens des Forces de défense nationale (loyalistes) et 9 civils dont deux femmes ont été tués à un check-point à Wadi al Nassara. D'après l'OSDH, l'attaque a été revendiquée par le bataillon Jund Al Cham. Source : OSDH

Damas

Mercredi 31 juillet, un bus transportant des employés du Centre de recherche scientifique de Barzeh a été ciblé par les rebelles. Bilan : 6 civils tués et 14 blessés.

Mercredi 14 août, on dénombre 14 morts dans une attaque au mortier à Mleha, au sud-est de la capitale Damas. Loyalistes et rebelles s'accusent mutuellement.

Idlib

Plusieurs tirs de mortier s'abattent dans la zone de Kafraiya, un district du Nord d'Idlib principalement habité par des chiïtes. Nombre de tués et de dégâts indéterminés

Hama

Le 1er juillet, trois citoyens ont été tués et plusieurs autres ont été blessés dans une attaque kamikaze à Sabboura en banlieue de Hama.

Les terroristes auraient fait exploser dans une voiture piégée d'une tonne et demi d'explosifs près du centre culturel de la localité. L'explosion a fait aussi 18 blessés, dont enfants et femmes, et causé des dégâts matériels importants dans les biens publics et privés.

Le 11 août, 4 civils sont morts dans un attentat-suicide à la voiture piégée sur la route Naqoura-Bahsa dans la banlieue de Hama. On dénombre plusieurs blessés graves.

Assassinats ciblés

Mardi 30 juillet, Majed Tinawi, maire de Zabadani et Ghassan Al Haj Hammoud, membre de la commission de réconciliation ont été assassinés par un groupe rebelle à Damas alors qu'ils quittaient une réunion portant sur la réconciliation.

Le 25 août 2013, des militants armés ont assassiné Anas Abdel Razzaq al-Naëm, gouverneur de Hama, dans un attentat à la voiture piégée dans le quartier de Jarajima à Hama

Assassinat de journalistes

Le 4 janvier 2013, Suhail Mahmoud Al Ali, correspondant de la télévision pro-gouvernementale Addounia a été abattu par des rebelles.

Le 27 mai 2013, c'est Yara Abbas, correspondante de la chaîne Al Ikhbariya qui tombait sous les balles rebelles à Homs.

Mercredi 21 août 2013, un journaliste iranien dénommé Hadi Baghbani, a été tué dans une embuscade de la rébellion alors qu'il réalisait un documentaire sur l'armée syrienne. « Il était parti avec deux autres personnes pour faire un documentaire sur les crimes des salafistes, et a été tué dans une embuscade dans la région de Damas », a affirmé l'agence iranienne Fars, citant un de ses collègues.

Le 15 septembre, le journaliste Fakhr Eddine Hassan du journal Al-Massira a été victime d'un attentat terroriste sur l'autoroute Idlib-Mastoumeh. Il se trouvait dans un bus.

Pogromes et nettoyage ethnique

Homs

Contre les alaouites

Le 29 janvier 2013, après un siège qui a duré 15 jours, les miliciens de la Brigade Al-Farouk et de Khaled Ibn Al-Walid ont pris d'assaut les quartiers de la localité d'Amiriyyé, situé à 25 km à l'est de Homs, tuant et blessant au moins 100 personnes. Selon un rescapé qui s'est confié au journal jordanien en ligne Akhbar el-balad, une vingtaine de voitures équipées de mitrailleuses ont investi le village et ouvert le feu sporadiquement, contraignant les survivants, des femmes et des enfants surtout à prendre la fuite vers le village voisin de Ghasibiyyé. Selon un autre habitant du village, les forces gouvernementales qui ont été appelées au secours, ont tardé à venir et se trouvent toujours sur le chemin. Sur un site de l'insurrection sur Facebook, il est écrit que « le village nassyrin (alaouite) a été nettoyé », ce que confirme le site Syria Truth selon lequel « les habitants de ce village sont taxés de chabbihas –voyous –du régime et ont été tués pour des raisons confessionnelles ».

Contre les chrétiens

D'après l'agence d'information AINA, le 29 mai 2013, des hommes armés d'inspiration takfiri ont pris d'assaut le village chrétien d'al Duvair situé dans le rif de Homs non loin de la frontière avec le Liban et y ont massacré l'ensemble de la population, femmes et enfants compris.

Idlib

Le 14 février 2013, le village de Wadi Khaled situé dans le gouvernorat d'Idlib a été incendié par des milices takfiris, obligeant les habitants à s'enfuir.

Hassaké

Les Chrétiens chassés de Hassaké

D'après le vicaire général des syriaques catholiques à Alep cité par le Docteur Nabil Antaki, des centaines de familles chrétiennes des villes de Qamichli et Hassakeh, menacées par le Front Al-Nosra, ont refusé de se rendre dans le camp de réfugiés ouvert il y a peu par le gouvernement turc à l'intention des chrétiens syriens ; [ils n'ont pas oublié les massacres de 1915] ; ils ont préféré se rendre à Mardine pour occuper les couvents syriaques qui se trouvent à quelques kilomètres

De Qamichli, abandonnant ainsi leurs maisons et leur biens. Ces derniers nous ont affirmé que les maisons des chrétiens tombent les unes après les autres entre les mains des éléments de Front Al-Nosra qui vendent les meubles à des bandes armées.

Les champs de blés appartenant à des chrétiens sont confisqués par les kurdes. Ces derniers se mettent à remplacer les plaques d'immatriculation sur les voitures par de nouvelles sur lesquelles ils ont supprimé la mention de la Syrie et qui portent désormais celle du "Kurdistan Syrien" avec de nouveaux numéros.

A Alep, le désespoir est grand et l'indignation règne toujours parmi les chrétiens à la suite de l'enlèvement des deux évêques. L'armée s'y bat toujours pour libérer les quartiers contrôlés par les rebelles.

Fatwas et massacres anti kurdes dans le gouvernorat d'Alep

Le 31 juillet dernier, le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), liés à Al-Qaïda, ont tué le 31 juillet au moins 50 civils kurdes dans les villages de Tall Hassel et Tall Aren, dans la province d'Alep.

Le 1er août, 20 femmes et enfants kurdes qui voulaient fuir les djihadistes dans une camionnette ont été massacrés sauvagement à Tall Aren, avec des canons antiaériens. Près de 350 civils ont été enlevés dans les mêmes villages.

Pendant ce temps, les mosquées de Tall Hassel et Tall Aren, sous contrôle des djihadistes, annonçaient sans cesse que les biens et les femmes kurdes sont « halal », appelant ainsi au viol et au massacre, selon des sources locales. Plusieurs femmes auraient été violées tandis que des milliers de civils auraient du fuir vers le désert pour sauver leur vie.

Contre les chiïtes

Le 8 février 2013, neuf personnes, dont des femmes, des enfants et un imam ont été tués dans une attaque à la roquette contre une mosquée chiite d'Alep.

Contre les Ezidis de Ras ul Ayn (Sereqaniye)

D'après une dépêche de l'agence kurde Firatnews datée du 21 août 2013, une attaque de groupes rebelles a visé le village d'Assadiya dans la région de Sereqaniye au Nord de la Syrie. Ce village est peuplé de la minorité kurde ezidie.

Les habitants de ce village disent avoir été menacés d'extermination s'ils ne se convertissaient par à l'Islam.

Le 17 août, des groupes liés à Al Qaïda ont assassiné les frères Eli Biro et Murad Biro, forçant les habitants à se réfugier dans le village de Çava. D'après Mme Sema Nuri, son époux dénommé M. Sado Biro a été enlevé vers 1h de la nuit par des hommes se déplaçant en voiture et en moto. Son mari aurait été torturé et assassiné. Les assassins auraient ensuite envoyé à Mme Nurile corps de son mari.

L'un des témoins, Eywan Biro, dit que l'attaque des rebelles est motivée par le fait qu'ils ne soient pas musulmans. Après l'attaque du village d'Al Assadiya, les rebelles auraient ensuite attaqué le village de Çava où s'étaient retranché les rebelles. La population ezidie a finalement dû fuir vers le village de Tel Sexir.

Exécutions sommaires

C'est une pratique courante dans les zones contrôlées par les rebelles. La justice est appliquée par des tribunaux chariatiques ou par des justiciers autonomes improvisés. Depuis le début du conflit, les groupes terroristes exécutent systématiquement leurs prisonniers, violant ainsi les lois élémentaires de la guerre.

Le simple fait d'appartenir à une communauté non sunnite ou pas assez sunnite peut valoir une condamnation à mort. L'Etat islamique d'Irak et du Levant, un groupe terroriste affilié à Al Qaïda, a fait de l'exécution publique l'une de ses principales activités.

Raqqa

Deux hommes ont été exécutés sur la place al Na'im de Raqqa par les combattants de l'EIL au motif qu'ils étaient alaouites. D'après l'OSDH, une femme aurait insulté les bourreaux qui lui ont répondu : « les apostats nous ont violé nos femmes ». Sur quoi elle aurait répondu : « Vous êtes les apostats et nous sommes tous Syriens. »

Le 14 mai, l'EIL a exécuté 3 hommes sous prétexte qu'ils étaient des soldats loyalistes. Il est apparu que les deux hommes étaient des alaouites du village d'al Achrafiya du Nord de Homs. L'un est un médecin dénommé Moustafa Al Jani et l'autre est un enseignant dénommé Iyad Nofal. Cette information a été signalée par l'OSDH et provient d'activistes de Homs.

Idlib

Le 23 juin, les brigades de l'EIL ont décapité le père franciscain Franco Mourad à Al Ghassaniya près de Jisr Al Choughour dans le gouvernorat d'Idlib. Deux autres moines ont été exécutés avec lui.

Alep

Une vidéo diffusée le 18 août montre l'exécution de deux enfants chiites par les l'Etat islamique d'Irak et du Levant dans le Nord d'Alep : [_ http://www.syriantube.net/6210.html](http://www.syriantube.net/6210.html)

D'après des activistes anti-régime, fin août 2013, l'EIL a tué 2 personnes près du village de Douweirina non loin de l'aéroport d'Alep au motif qu'ils seraient des agents du régime.

En province d'Alep, début septembre, le Conseil de la charia d'Alep a exécuté un homme dans le quartier de Mashhad. Il était accusé d'être un « chabbiah » du régime. Des activistes de l'OSDH ont été témoins de l'exécution. Ils ont tenté de l'enregistrer mais ils en ont été empêchés par des hommes armés. _ Voir vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=5Kafcl0HkPA&feature=youtu.be>

Des membres de ce tribunal religieux ont été aperçus en compagnie d'un autre détenu dans le quartier de Sukkari. Sur base de la même accusation, il aurait été exécuté.

Le corps d'un jeune chirurgien syrien, Mohammad Abyad, employé par l'ONG Médecins sans frontières (MSF), a été retrouvé sans vie le 3 septembre 2013, après son enlèvement dans le village de Séjou, dans la province d'Alep. Selon des ONG affiliées à la rébellion, le chirurgien de MSF, Mohammad Abyad, aurait été tué par les milices de l' « Etat islamique en Irak et au Levant » (EIL) lié à Al-Qaïda.

Hassaké

Le 7 juillet 2013, les frères Firas et Saleh Sadik originaires de Salahaddine à Alep ont été tués dimanche 7 juillet 2013 à Tall Tamr, une agglomération située à mi-chemin entre Ras Al 'Ain et Hassaké, non loin de la frontière turque. Ils se trouvaient là pour acheter des vivres et les ramener à Alep. Leurs corps ont été retrouvés au bord de la route par un vieillard de Tall Tamr, une localité contrôlée par le Front Al Nosra. Les témoins disent que c'est d'abord Saleh qui a été tué d'une balle dans la tête. Son frère Firas a voulu s'interposer mais il a été mitraillé

sur tout le corps.

Le 6 août 2013, une vidéo fait surface. On y voit trois Kurdes aspergés de carburant par des hommes masqués et brûlés vifs. L'exécution par immolation aurait eu lieu du côté de Tell Abyad.

Hama

Mohamad al-Hamada, poète local de la cité dissidente de Kafr Zita, connue pour sa forte hostilité au régime Assad, a été tué le jeudi 5 septembre par des membres de l'EISS après que l'écrivain ait simplement demandé des nouvelles de son fils, vraisemblablement enlevé puis exécuté par l'EISS. Tué d'une balle dans la tête, les hommes de l'EISS se sont ensuite acharnés par deux autres balles dans le corps.

Damas

Le 2 août dernier, cinq membres d'une famille favorable au régime de Bachar-al Assad ont été assassinés par des hommes armés dans le nord de Damas a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). "Un homme, sa femme et ses trois filles ont été tués par des inconnus dans leur maison de Roukneddine", un quartier huppé du nord de Damas, a précisé l'organisation, qui s'appuie sur un large réseau de militants à travers le pays. Leur fils, âgé de huit ans, a survécu au carnage en se cachant dans la salle de bain. Une des filles était lycéenne et les deux autres étudiantes à l'université. La famille, qui était alaouite, venait de la province de Lattaquié.

Tortures

La rébellion syrienne disait être née en réaction à la brutalité du régime. Cependant, au lieu d'éradiquer la torture, elle se l'est appropriée comme moyen de combat.

Début mars 2013, Abdoulhamid Mamoun est torturé en pleine rue par des miliciens de l'ASL. Toujours vêtu de jaune, le vieillard est connu de toute la ville. Se faire prendre en photo avec lui était une véritable attraction pour les touristes qui visitaient la grande ville du Nord. Il a été torturé en pleine rue, poils de la moustache arrachés, coups sur le visage. Ils l'ont forcé à insulter le président syrien, sa famille, à dire son amour pour l'ASL et son aversion envers les alaouites.

Dans une vidéo diffusée le 18 août 2013, on aperçoit deux soldats loyalistes torturés pendant leur interrogatoire :

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4gYiSCGvJ7A

Le premier bourreau demande compulsivement à l'un des prisonniers :

De quelle confession es-tu ?

Le soldat capturé a à peine le temps de répondre "alaouite" qu'il reçoit un coup au visage, puis deux gifles.

Quelle confession ? insiste le bourreau.

"Alaouite" répète le prisonnier.

La victime est à nouveau roué de coups. Il se redresse.

Le deuxième bourreau s'y met :

Nous n'avons pas bien entendu. Répète !

La victime guère soumise dit encore : "Alaouite".

Nouveaux coups au visage.

Je jure par dieu que nous allons tous vous brûler avec la maison des Assad, peste le deuxième bourreau...

Exécutions de masse

Massacre anti-chiite de Hatlah à Deir Ez Zor

Mercredi 12 juin, les mercenaires du Front al Nosra ont attaqué le village isolé de Hatlah près de Dair Az Zor dans l'Est de la Syrie au seul motif qu'il est peuplé de musulmans chiites. Ils y ont massacré une soixantaine de villageois, jeunes, adultes et vieillards. "Montrez-moi les corps de ces chiens chiites" demande le cameraman aux tueurs qu'il filme avec leurs trophées :

http://www.liveleak.com/view ?i=87e_1371027252

Massacre des alaouites de Lattaquié

Le 4 août dernier, onze villages alaouites de la région de Lattaquié ont été envahis par des groupes armés liés au Front al Nosra lors d'une opération baptisée « bataille de la libération de la côte ».

En quelques heures, une soixantaine de villageois ont été torturés, fusillés ou égorgés dont plusieurs nourrissons.

Un nombre indéterminé de femmes et d'enfants ont également été raflés par les groupes terroristes (http://www.youtube.com/watch ?v=l8_5sEPGeHk) D'après un bilan non officiel, 341 alaouites auraient été tués ou enlevés au cours de cette opération.

Mercredi 21 août, l'armée découvre une fosse commune dans le Nord de Lattaquieh. Les victimes seraient originaires des villages de Blata et Hambouchiya. Le médecin légiste qui avait autopsié les dépouilles de la fosse commune a indiqué qu'elles appartiennent à des enfants, hommes et femmes putréfiés, soulignant que ces citoyens massacrés ont été égorgés, poignardés ou exécutés par balles par les groupes rebelles.

<http://www.youtube.com/watch ?v=XjHYfwRD23w>

Par ailleurs, des sites proches de la rébellion confirment que plus de 50 alaouites ont été massacrés entre le 8 et le 18 août dans le Sud de Salma. Il est question de viols, de tortures et d'exécutions sommaires. Groupe incriminé : Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL).

Homs

Assassinat de Chrétiens sur la route Homs-Beyrouth

Le quotidien libanais al-Diyar a rapporté le 19 août 2013 qu'un groupe de takfiristes a arrêté onze membres de familles chrétiennes qui étaient en partance de Homs pour le Liban à bord de véhicules. Lorsqu'ils se furent assuré qu'il s'agissait de familles chrétiennes, les takfiristes les firent descendre de voiture et les égorgèrent.

Les chrétiens de Homs se seraient réfugiés à l'Archevêché de la ville et se sont enfermés dans les bâtiments qui se trouvent encerclés d'hommes armés de machettes et de poignards essayant de défoncer les portes pour pénétrer dans l'archevêché.

Plus de 500 personnes se sont retrouvées à l'intérieur des lieux, toutes exposés au génocide et à l'abattage, sauf si une opération de sauvetage exceptionnelle et presque miraculeuse est entreprise.

La Croix-Rouge a tenté en vain d'obtenir des assurances des fondamentalistes pour que les réfugiés soient véhiculés dans des voitures de l'Organisation, jusqu'à la frontière libanaise, ce que les takfiristes ont refusé, demandant plutôt à ce que les chrétiens prennent les armes pour combattre avec eux le régime du Président Bashar el-Assad et s'engagent auprès d'eux dans les combats contre l'armée arabe syrienne.

Massacre de Maksar al Hessian à Homs

Le 9 septembre 2013, le Front al Nosra a massacré 22 personnes dont 16 alaouites à Maksar al Hessian dans la province de Homs (Le Figaro-Reuters, 12 septembre 2013). Les 6 autres victimes sont des bédouins sunnites.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les victimes de Maksar al Hessian étaient toutes civiles et totalement étrangères au conflit

Massacre de Khan Al Assal

Selon l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH), 51 soldats syriens ont été exécutés par les rebelles après la chute de Khan al-Assal, tandis qu'une centaine sont morts pendant la bataille. L'OSDH a posté une vidéo en ligne qui selon le New York Times "a montré ce qui semblait être un terrain d'exécution, avec des dizaines de corps sans vie gisant contre un mur grêlé d'impacts de balles". Citant des témoins anonymes, l'OSDH a tenu membres du Front Al-Nusra et Ansar al-Khalifa Brigade responsable, affirmant que les combattants avaient exécuté la plupart des soldats du gouvernement qui s'étaient rendus.

Le Front Al-Nusra a confirmé sa participation à la bataille et a déclaré que 150 des forces pro-gouvernementales ont été tués en elle, mais n'a pas responsabilité de réclamation pour les exécutions.

L'Agence syrienne d'État de Nouvelles arabe (SANA) a annoncé le 27 Juillet que le nombre de morts était de 123 personnes, en majorité des civils. Il y aurait de nombreux disparus. La plupart des victimes du massacre étaient des sunnites loyalistes.

Idlib

Massacre dans le village Madmouma village

Le 26 août 2013, au moins 16 civils dont des femmes et des enfants, ont été tués dans une attaque visant le village d'al-Madmouma par des hommes non identifiés. Ce village se situe à l'Est de la ville de Ma'arat al Nu'man. Les habitants et témoins de la vidéo affirment que le mouvement islamique Ahrar al Sham était responsable de l'attaque. L'OSDH a reçu un démenti de la part de ce mouvement qui au passage menace de donner une leçon à ceux qui les accusent d'avoir commis ce crime et qui ont apposé leur logo sur la vidéo du crime à l'insu de ladite organisation.

L'un des rebelles accuse l'Armée syrienne libre d'avoir commis ce crime. Les victimes seraient d'après les témoins une famille pauvre de réfugiés qui vendait de la ferraille pour survivre.

▶ <http://www.youtube.com/watch?v=mY4UbDFsdPw&feature=youtu.be>

▶ <http://www.youtube.com/watch?v=0oyisyQuXSq&feature=youtu.be>

Massacre des Chrétiens de Maaloula

Le 4 septembre vers 3h30 ou 4h du matin, une voiture a foncé sur un barrage de l'armée. Le kamikaze a d'abord tiré sur les soldats avant d'actionner ses explosifs. L'attaque a coûté la vie à une vingtaine de miliciens des comités populaires qui défendaient le village. Les deux uniques survivants de l'attaque ont été décapités. Puis les terroristes ont investi les premières maisons du village. Ils sont d'abord entrés chez Abou Aala al Haddad, un chrétien revenu de Zahlé au Liban pour passer quelques jours de vacances dans son village natal. Ses agresseurs lui ont sommé de se convertir à l'Islam. Ils ont cassé les croix et les icônes. Puis, ils ont tout saccagé dans la maison. Avant de l'abattre, ils lui ont dit : "Nous menons la guerre sainte contre les Croisés".

Les terroristes sont ensuite entrés dans la maison voisine habitée par Jamilé Oum Mahfouz une veuve et par sa fille. Elle a un fils qui est porté disparu depuis plusieurs mois. La maman avertit sa fille : “Fais-toi passer pour une musulmane pour qu’ils ne t’enlèvent pas”. Quand ils sont entrés, les terroristes ont hurlé :”Jina Aleykoun ya Kouffar” (“Nous voilà les impies”, sous entendu, “vous êtes cernés”). Ils traitèrent la mère et sa fille d’adorateurs de la croix. Ils prirent la croix qui trônaient dans la maison et l’ont brisée. La mère et sa fille ont ensuite été emmenées vers l’inconnu. Les terroristes se sont ensuite arrêtés devant la statue de Saint-Georges qui trône devant le monastère qui porte son nom. Pour le moment, nous disposons de la liste de 4 civils exécutés et de 7 disparus :

- ▶ Ilyas Damoune : enlevé
- ▶ Jihade Saalab : décapité au couteau
- ▶ Mihail Antonio Saalab : décapité
- ▶ Sarkis Habib Al Soukhn : exécuté par balles
- ▶ Antoine Lauzarios Saalab : décapité et le corps mutilé
- ▶ Moussa Chmays : enlevé
- ▶ Chadi Saalab : enlevé
- ▶ Georges Dawoud Hilani et son épouse (enlevés)
- ▶ Jamilé Mahfouz et sa fille (enlevées)

Enlèvement et séquestration de civils

Enlèvement de religieux chrétiens à Alep

Le 22 avril 2013, deux prélats de la ville d’Alep, le métropolite Paul YAZIGI, métropolite d’Alep pour les grecs orthodoxes d’Antioche et frère de Sa Béatitudo le Patriarche Jean X, primat de l’Église orthodoxe d’Antioche, et Mgr Youhanna IBRAHIM, évêque d’Alep pour les syriaques orthodoxes, ont été enlevés lundi soir près d’Alep, par un groupe armé non identifié, alors qu’ils s’apprêtaient à négocier la libération d’un nombre de prêtres de la région d’Alep enlevés depuis un certain temps.

Lundi 29 juillet 2013, le père jésuite Paolo Dall’Oglio est enlevé à Raqqa, ville aux mains de l’EIL. On ignore s’il est mort ou vivant.

Enlèvement d’arméniens à Alep

Vendredi 26 juillet 2013 -Après l’assassinat d’une famille arménienne, jeudi 25 juillet, durant leur exode vers Lattaquieh, nous apprenons qu’aujourd’hui vendredi, quatre hommes arméniens ont été enlevés avec le chauffeur d’un bus, à la sortie nord de la ville d’Alep à proximité de la frontière turque ; Les malheureux cherchaient à rejoindre Yérévan la capitale de l’Arménie. En revanche, leurs épouses ont été conduites par les rebelles du Front al-Nosra vers la ville turque deKillis. Les quatre hommes enlevés sont Karikine Hatzakorjian, Karou Baboughalian, Narik Fardjabidian et Sakou Assadourian. On s’interroge sur les raisons de telles actions par les rebelles du Front al-Nosra contre les arméniens qui ne seraient pas plus de 50000 à vivre en Syrie.

Enlèvement de centaines de Kurdes à Alep

Un bataillon de l’EIL a capturé 30 Kurdes dans la ville de Qabasseen située dans la région d’Alep le 9 septembre dernier. L’EIL a réalisé une vidéo où ces Kurdes déclarent faire défection du parti « mécréant » PKK et de se tourner vers l’Islam.

Fin juillet, les miliciens du Front Al Nosra et de l’Etat islamique en Irak et au Levant ont kidnappé près de 200 Kurdes à Tal Aran et à Tal Hassel.

Le 1er septembre 2013, un groupe lié à l’Etat islamique de l’Irak et du Levant (EIL)

a relâché à A'zaz 20 Kurdes syriens enlevés quelques jours plutôt tôt à Afrin. Au moment de leur enlèvement, les voyageurs se trouvaient dans un bus qui se rendait à Qamishli. Les otages se sont plaints d'avoir été maltraités et torturés. Leurs ravisseurs auraient torturé puis exécuté le chauffeur. Les activistes de la zone affirment que plus de 50 civils kurdes syriens sont toujours détenus par leurs ravisseurs.

Viol et esclavage sexuel

Fin mars 2013, le cheik salafiste Yassir Al Ajlawni, un Jordanien qui a vécu à Damas (Syrie) dix-sept ans, a publié une vidéo sur YouTube dans laquelle il déclare qu'il se préparait à rendre publique une « fatwa légitime » qui légalisera l'esclavage sexuel avec toutes les femmes non-sunnites. Il cible en particulier les alaouites et les druzes. Ses femmes sont décrétées moulk al yamin, la marchandise de la main droite.

D'après l'agence de presse vaticane Fides, une fille s'appelant « Mariam » a été kidnappée après que sa famille ait fui Al Qoussair, une ville stratégique occupée par des militants extrémistes de Jabhat al-Nusra et l'Armée syrienne libre. Le commandant du bataillon a en premier épousé la jeune chrétienne, avant de la violer et de la répudier. Le lendemain et les 14 jours qui ont suivi, Mariam a été forcée d'épouser chaque jour un autre militant qui l'a violée et répudiée immédiatement après. Ces sévices ont totalement détruit psychologiquement la jeune chrétienne qui s'est finalement donné la mort.

Selon l'agence Akher Khabar citant l'avocat tunisien Badis Koubadji, l'Association de secours aux Tunisiens à l'étranger, a affirmé qu'il existe 800 familles tunisiennes (dont une majorité de femmes) vivant à Edleb. Parmi elles, on dénombre, aujourd'hui, 1000 filles qui pratiquent le djihad nikah. « Dès qu'elles arrivent dans les camps des combattants islamistes, elles sont accueillies en grande pompe et une "zeffa" (cérémonie) est organisée à leur honneur. Ces jeunes femmes se mettent tout de suite au service "thouars" (révolutionnaires) et prêtes à consommer. 6 hommes se relayent souvent sur une seule femme tous les jours », raconte le président de l'Association de secours aux Tunisiens à l'étranger.

Lors de la rencontre périodique avec la presse, à la présidence du gouvernement à la Kasbah, le mufti de la république Othman Battikh a précisé que ceux qui se rendent aujourd'hui en Syrie sont payés et instrumentalisés au nom du djihad.

« La guerre en Syrie ne nous concerne ni de près ni de loin... Et le djihad de Tunisiens en Syrie nous cause beaucoup d'embarras, nous et nos frères syriens. Hier, les jeunes émigraient clandestinement en Italie, aujourd'hui, ils ont changé de destination et, moyennant finances, ils se dirigent vers la Syrie. Je tiens aussi à préciser que ceux qui font des fatwas, pratique étrangère à nos traditions, arrivent aujourd'hui, malheureusement, à influencer les familles et à faire envoyer leurs enfants au djihad », a-t-il prévenu.

Recrutement d'enfants soldats

Ce phénomène est très répandu dans les camps rebelles. De nombreux adolescents musulmans vivant en Europe ont été recrutés via Facebook, dans les mosquées ou dans les rues durant des « streetda'wa ». Parmi les recrues, on compte de nombreux mineurs d'âge. Plusieurs ONG ont dénoncé l'enrôlement de ces jeunes.

Destruction de lieux de culte

Plusieurs lieux saints ont été délibérément détruits par les groupes armés syriens

anti-régime inspirés par une idéologie prônant le rejet et la guerre contre les autres croyances, leurs symboles et leurs fidèles. Les populations les plus exposées à cette terreur confessionnelle sont les minorités syriennes telles que les chiïtes, les alaouites et les chrétiens.

Pillage et destruction du sanctuaire de Saint Maron

Samedi 12 janvier 2013 -12h45 –

D'après le Curé de l'Eglise de Brad qui se trouve à 10 km de la Basilique Saint Siméon (Qala'at Sima'an), le sanctuaire qui abrite le tombeau de Saint-Maron, patron de l'Eglise Maronite, a été pillé et la Statue du Saint a été totalement détruite. Les huit chambres destinées à recevoir les pèlerins maronites ont été complètement saccagées. Les miliciens takfiris de l'Armée syrienne libre (ALS) ont martelé toutes les croix taillées sur les linteaux. Le sarcophage de Saint Maron a aussi été pillé et détruit.

Durant le mois d'août dernier, les groupes takfiris sont parvenus à pénétrer dans le Nord de Lattaquié, une zone majoritairement peuplée d'alaouites. Une dizaine de villages alaouites ont été détruits et pillés au passage des prétendus conquérants musulmans.

Durant cette razzia, le mausolée (ziyara) du cheikh Nabhan, considéré comme un saint par la communauté alaouite, a été profané et détruit par ces groupes takfiris :

<http://www.youtube.com/watch?v=CdAgrmDkluo>

Profanation de l'église Saint-Elias à Qoussair

Deux prêtres cités par l'agence Fides, Fr. Issam and Fr. Elias, ont recueilli plusieurs témoignages d'atrocités commises par les groupes rebelles à Al Qoussair. Ils signalent que l'église Saint-Elias a été saccagée par les militants de Jabhat al Nosra.

Bombardement d'une église arménienne à Damas

Le 26 août, tirs de roquettes sur l'église arménienne de Bab Charqi à Damas. La coupole de l'église endommagée. On dénombre 15 blessés dont le gardien de l'église et au moins un mort. Source : BFMTV, samedi 7 septembre 2013 L'Etat islamique de l'Irak et du Levant a bombardé la mosquée chiite Al Chadaadi dans le rif de Hassaké.

Discriminations sectaires

Envers des réfugiés turkmènes alévis

Les autorités turques pratiquent systématiquement une discrimination entre les réfugiés fuyant le conflit syrien.

C'est ce que révèle la presse turque après la découverte de dizaines de familles turkmènes aléviées forcées de vivre dans des parcs publics ou dans la rue. Ces familles disent ne pas avoir pu bénéficier de l'aide humanitaire fournies par le gouvernement d'Ankara. Par ailleurs, elles se cachent pour ne pas subir les représailles de la part de leurs compagnons d'infortune sunnites. Leur existence a été découverte par des citoyens turcs qui ont été alertés par le comportement suspect de certains de ces réfugiés. Un jeune par exemple se baladait avec une veste à manches longues en pleine canicule. On comprit par la suite que ce jeune cachait son tatouage, un Zulfikar, sabre de l'imam Ali adoré par la communauté alévie. Ignorées de tous, plusieurs familles turkmènes aléviées ont finalement été hébergées dans le Centre culturel alévi « Pir Sultan Abdal » de Sultangazi à Istanbul.

Envers les non musulmans

Le conseil juridique unifié de l'opposition syrienne, dont le siège se situe au quartier Al-Ansari à Alep a annoncé dans un avis portant le numéro 23 sur « l'interdiction de s'abstenir de jeûner le mois de ramadan sans aucune raison valable, et rappelle que la loi pénale arabe unifiée adoptée doit être appliquée par le conseil, et cette loi est puisée de la charia islamique. Sur ce, quiconque s'abstient de jeûner et l'affiche publiquement sera condamné à un an de prison ». Toutefois, le même conseil a exclu de cette « fatwa » les combattants qui constituent « un cas exceptionnel », les appelants à ne pas afficher publiquement leur rupture du jeûne.

Terreur entre groupes terroristes

L'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL) poursuit l'enlèvement de citoyens, notamment de médias ctivistes parmi lesquels Abdullah Al Khalil, avocat et figure de l'opposition. L'EIL a bombardé le QG de la Brigade des « descendants du prophète », près du quartier de Mahattat al-Qitaar (gare ferroviaire), dans la ville de Raqqa. Les combattants takfiri ont utilisé une voiture piégée pour endommager les locaux. Une confrontation armée a opposé les deux groupes.

CONCLUSION

Le présent document est un simple aperçu des atrocités commises au quotidien par les groupes rebelles en Syrie. Il ne reprend que des actes récents datant de cette année et s'arrête au 15 septembre 2013.

Nous allons bientôt produire un document exhaustif reprenant tous les crimes terroristes commis en Syrie depuis le début de la révolte contre le gouvernement du président Bachar Al-Assad.

A l'aune de ces informations, nous pensons que la communauté internationale doit encourager l'entame des pourparlers entre le gouvernement syrien et l'opposition et mettre sur pied un dispositif de réconciliation entre Syriens. C'est à notre avis, l'unique issue de la guerre qui depuis 30 mois détruit la Syrie, son peuple et sa civilisation.

Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (IIPJDH)

16 septembre 2013

http://iipjhr.com/index.php?option=com_wrapper&view=wrapper&Itemid=71&lang=fr

Documents joints



[Génocide anti-alaouite dans 12 villages de Lattaquieh – 4 août 2013](#)(PDF – 247.2 ko)

Copyright © 2013 Global Research